

Traité de Lisbonne

♦ Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont signé, le 13 décembre dernier à Lisbonne, le texte final du nouveau traité de l'UE. Il s'agit en fait de deux traités, dits "modificatifs", établis par la conférence intergouvernementale (CIG) instaurée en juillet dernier par décision du Conseil européen (voir bulletin 220). Pour permettre son entrée en vigueur au moment des prochaines élections au Parlement européen, en juin 2009, il faudrait que le traité soit ratifié par tous les Etats membres fin 2008.

Traité de Lisbonne sur

<http://www.consilium.europa.eu/showPage.asp?id=1317&lang=fr&mode=g>

♦ En marge du Conseil européen du 14 décembre dernier, à l'initiative de l'Allemagne, seize Etats membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Espagne, Hongrie, Italie, Lituanie, Luxembourg, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie) ont signé une déclaration sur les symboles de l'Europe (drapeau, hymne, devise, euro, journée de l'Europe le 9 mai) qui ont été retirés des traités (voir bulletin 220).

Charte des droits fondamentaux

Le 12 décembre dernier, les présidents du Conseil, du Parlement et de la Commission ont solennellement proclamé et signé la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. La charte entrera en vigueur en même temps que les traités, soit, théoriquement, début 2009. L'article 6 du traité sur l'Union précise que "L'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux du 7 décembre 2000 [...], laquelle a la même valeur juridique que les traités". Un protocole joint aux traités restreint l'application de la charte devant les juridictions nationales de Pologne et du Royaume-Uni.

Conseil européen

Des conclusions du Conseil européen du 14 décembre dernier on retiendra, notamment, que :

Le Conseil se félicite de la signature du traité de Lisbonne, le 13 décembre, et de la proclamation de la charte des droits fondamentaux le 12 et il "invite les Etats membres à mener rapidement à bien les processus de ratification nationaux afin que le traité puisse entrer en vigueur le 1er janvier 2009" (point 3). Le Conseil précise que "le traité de Lisbonne donne à l'Union un cadre institutionnel stable, qui s'inscrit dans la durée. Nous ne prévoyons pas qu'il sera modifié dans un avenir proche" (point 6). Le Conseil crée, également, un groupe de réflexion "indépendant" chargé de "répertorier les questions et les évolutions fondamentales auxquelles l'Union est susceptible d'être confrontée [à l'horizon 2020/2030] et à étudier les solutions à y apporter" (point 8), mais "il ne débattrà pas des questions institutionnelles" et présentera son rapport au Conseil de juin 2010 (point 13).

En matière économique sociale et environnementale, le Conseil donne les axes du "nouveau cycle de la stratégie de Lisbonne" qui sera lancée au printemps 2008 : marché unique, concurrence, modernisation des administrations publiques, flexicurité, mesures destinées à stimuler la participation au marché du travail, inclusion sociale (point 39), .../...

The Treaty of Lisbon

On the 13th December 2007, Heads of state and government of the European Union, meeting in Lisbon, signed the final text of the new EU treaty. It is, in fact, two treaties, known as "amending" prepared by the Intergovernmental Conference (IGC) which was set up in July by the European Council's decision (see Bulletin 220). In order for Treaty to come into force in time for the next European Parliament elections in June 2009, it has to be ratified by all Member States by the end of 2008.

The Treaty of Lisbon is available at

<http://www.consilium.europa.eu/showPage.asp?id=1317&lang=en&mode=g>

♦ In the margin of the European Council of 14 December 2007 at the initiative of Germany, sixteen Member States (Germany, Austria, Belgium, Bulgaria, Cyprus, Spain, Hungary, Italy, Lithuania, Luxembourg, Portugal, Romania, Slovakia, Slovenia) signed a declaration on the European union symbols (flag, anthem, currency, euro, Europe Day on the 9th May), which were withdrawn from the treaties (see bulletin 220).

Charter of Fundamental Rights

On the 12th December 2007, the Presidents of the Council, the Parliament and the Commission solemnly proclaimed and signed the Charter of Fundamental Rights of the European Union. The charter will come into force at the same time as the treaties that is, in theory, early 2009. Article 6 of the Treaty on the European Union states that " The Union recognises the rights, freedoms and principles set out in the Charter of Fundamental Rights of 7th December 2000 [...], which shall have the same legal value as the Treaties ". A protocol attached to the treaties limits the application of the charter before national courts of Poland and the United Kingdom.

The European Council

From the conclusions of the European Council of 14th December 2007 it is worth noting that:

The Council welcomed the signing of the Treaty of Lisbon, on the 13th December, and the proclamation of the Charter of Fundamental Rights on the 12th and it "calls for a swift completion of national ratification processes with a view to allowing entry into force of the Treaty on 1st January 2009" (item 3). The Council states that". The Lisbon Treaty provides the Union with a stable and lasting institutional framework. We expect no change in the foreseeable future" (item 6). The Council also establishes an "independent" Reflection Group in charge of "identifying key issues and developments which the Union is likely to face [by 2020/2030] and to analyse how these might be addressed" (item 8), but "it shall not discuss institutional issues" and will submit its report to the Council in June 2010 (item 13).

On economic social and environmental issues, the Council lays down priority areas for the " new cycle of the Lisbon Strategy which will be launched in spring 2008: the single market, competition, public administration modernisation, flexicurité, measures to boost labour participation, social inclusion (item 39), .../...

"confirme la décision concertée [...] sur le financement de Galileo" (point 43, voir ci-dessous), "accueille avec satisfaction la récente présentation par la Commission du réexamen du marché unique, accompagné d'une communication sur les services d'intérêt général, y compris les services sociaux d'intérêt général" et attend des propositions qui lui permettront de dégager les priorités lors du Conseil du printemps 2008 (point 45).

"Dans le domaine de l'emploi et de la politique sociale, le Conseil approuve l'accord intervenu [les] 5 et 6 décembre 2007 sur les principes communs concernant la flexicurité [...]. Il se félicite de l'analyse commune concernant les marchés du travail européens menée à bien par les partenaires sociaux [et souligne la nécessité] "d'adopter une approche de l'emploi fondée sur le cycle de vie, en promouvant le vieillissement actif et la modernisation des des régimes de retraite" (point 49, voir également plus bas).

"En ce qui concerne l'énergie et le changement climatique, le Conseil [européen rappelle qu'il importe de mettre en oeuvre [...] l'ensemble des volets du plan global d'action 2007/2009" (point 51), ce qui implique d'aboutir à un accord dans le marché intérieur du gaz et de l'électricité "dans le courant 2008" (point 52), de promouvoir "un système de transport viable" (point 53). Plus loin, il précise que "la future politique maritime intégrée devrait assurer la mise en place de synergies et la cohérence entre les politiques sectorielles" (point 58). En matière de développement durable, il rappelle souligne la nécessité de "relier plus étroitement la nouvelle stratégie de l'UE et les stratégies nationales" et il invite la Commission à présenter en juin 2009 "une feuille de route exposant les actions qui doivent être mises en oeuvre de manière prioritaires" (point 56).

Galileo

A l'issue de longues négociations, les Vingt Sept sont finalement parvenus, les 23 et 30 novembre derniers, à un accord sur la gouvernance et le financement de la deuxième phase du projet Galileo (2007/2013). Ils ont entériné le principe du financement par des fonds communautaires et la révision des dépenses prévues au cadre financier 2007/2013 de l'UE afin de permettre l'utilisation de "crédits non consommés" sur d'autres postes. Ainsi, 2,4 milliards d'euros vont pouvoir s'ajouter au milliard déjà prévu. Par ailleurs, les responsabilités ont été précisées : le Conseil et le Parlement européens sont les autorités responsables en matière budgétaire et de décisions politiques, le Communauté européenne est propriétaire des tous les biens matériels et immatériels de Galileo, la Commission est responsable de la mise en oeuvre du programme avec l'Autorité de supervision de Galileo et l'Agence spatiale européenne (voir bulletins 221, 219, 186). Il convient de noter que le redéploiement de crédits non utilisés a rencontré des résistances de certains Etats membres par crainte soit du précédent que cela pourrait créer, soit d'un prélèvement sur les fonds agricoles.

Flexicurité

Le Conseil emploi affaires sociales santé consommateurs des 5/6 décembre 2007 a "adopté les conclusions figurant dans le document 15497/07 définissant des principes communs de flexicurité" et invité la Commission "à lancer une initiative publique en étroite coopération avec les partenaires sociaux européens afin de favoriser l'adhésion aux principes susvisés des parties concernées sur le marché du travail".

Document 15497/07 sur

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/07/st15/st15497.fr07.pdf>

"confirms the integrated decision [...] on the financing of Galileo" (item 43, see below), "warmly welcomes the recent presentation, by the Commission, of the Single Market Review, accompanied by a Communication on Services of General Interest including Social Services of General Interest" and is awaiting proposals that will enable it to spell out priorities during the Spring 2008 Council (paragraph 45).

"In the employment and social policy area, the European Council endorses the agreement on the common principles regarding flexicurity, reached on 5/6 December 2007 [...]. It welcomes the successful joint analysis of the European social partners on issues of the European labour markets [and underlines the importance] "of adopting the life-cycle approach to work by fostering active ageing and the modernisation of pension systems" (item 49 see also below).

"With respect to energy and climate change, the European Council reiterates the importance of implementing [...] all aspects of the comprehensive 2007-2009 Action Plan " (item 51), which implies reaching an agreement on the internal market for gas and electricity "in the course of 2008" (item 52), to promote "a sustainable transport system" (item 53). Further on, it states that "the future integrated maritime policy should ensure the setting up of synergies and coherence between different sectoral policies" (item 58). As regards sustainable development, it stresses the need to "link more closely the new EU strategy and national strategies" and calls on the Commission to present, in June 2009, "roadmap setting out actions to be implemented with highest priority" (item 56).

Galileo

On the 23rd and 30th November 2007, after lengthy negotiations, the Twenty Seven finally reached an agreement on the governance and financing of the second phase of the Galileo project (2007-2013). They endorsed the principle of financing using Community funds and the revision of estimates of the 2007/2013 EU's financial framework to allow the transfer of "non utilised provisions" to other budget lines. Thus, a further 2.4 billion euros will be added to the already planned one billion. In addition, different responsibilities were clearly assigned: the Council and the European Parliament are the responsible authorities for budgetary and policy decisions, the European Community is the owner of all tangible and intangible assets under Galileo, the Commission is responsible for the implementation of the program, together with the Galileo Supervisory Authority and the European Space Agency (see Bulletin 221, 219, 186). It should be noted that the reallocation of unused appropriations was received with caution by some Member States, for fear of either setting a precedent or a levy on agricultural funds.

Flexicurity.

The Employment, Social Affairs, Health and Consumers Council of 5/6 December 2007, "adopted the conclusions contained in the document 15497/07, laying down common principles of flexicurity", and called on the Commission "to launch a public initiative, in close cooperation with the European social partners, with the aim of promoting the observance of the above mentioned principles by the parties involved in the labour market. "

Document 15497/07 available at :

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/07/st15/st15497.en07.pdf>

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.